



Action d'interpellation et dénonciation contre le projet EACOP dans des agences Credit Agricole de l'agglomération grenobloise

Ce samedi 18 mars Attac Isère, Alternatiba/ANV-COP21 Grenoble et Extinction Rebellion Grenoble s'associent pour dénoncer le financement indirect par le Crédit Agricole du projet EACOP [1], la construction d'un immense pipeline par TotalEnergies en Ouganda et Tanzanie.

L'engagement contre le projet EACOP et son financement regroupe les luttes de ces différentes associations :

- lutte contre le pouvoir de la finance qui s'octroie l'argent de ses clients pour agir contre les intérêts de ses clients (coeur de lutte de Attac);
- lutte contre l'exploitation des peuples ayant des droits moins protecteurs (coeur de lutte de Survie) ;
- lutte contre la mise en danger de l'environnement (coeur de lutte de Alternatiba/ANV-COP21, Extinction Rebellion, et Les Amis de la terre).

Ainsi une quinzaine de militant.e.s des trois collectifs se sont rendu.e.s dans les agences du Crédit Agricole de Grenoble, Fontaine et Seyssinet. Illelles ont interpellé les employé.e.s sur ce sujet et ont remis des lettres, sollicitant le soutien public des directions grenobloises contre EACOP.

En effet un projet comme EACOP ne peut être fait sans le soutien bancaire, TotalEnergies n'a pas assez de fond propres pour le financer. Ainsi le Crédit Agricole a déjà par le passé prêté de l'argent à TotalEnergies et, à travers son fond d'investissement Amundi premier actionnaire de la compagnie pétrolière [2], a un poids sur tous ses projets. Ne pas s'opposer à de tels projets

d'extraction c'est être complice du non respect des accords de Paris, car comme énoncé par le GIEC et l'AIE (Agence Internationale de l'Energie), tout nouveau projet d'exploitation d'énergie fossile est incompatible avec celui-ci [3].

Le projet EACOP a un coût humain scandaleux, des dizaines de milliers de personnes ont été expropriées sans compensations et privées de leurs moyens de subsistances[4a]. Sur place les services de police et de l'armée sont directement au service de TotalEnergies et protègent l'avancement du projet. Les associations locales, victimes de répression, n'ont pas le droit de dénoncer le projet et d'informer la population [4a,4, 5].

Le projet EACOP menace l'environnement. Une partie des forages est prévue dans une réserve naturelle et les pipelines traverseront plusieurs zones protégées, sans compter qu'ils achemineront le pétrole sur la côte Tanzanienne en étant chauffés à 50°C pour rendre le pétrole moins visqueux. Une menace pour le lac Albert dont 40 millions de personnes dépendent pour vivre. En Tanzanie, la raffinerie et le port se trouveront dans une zone soumise à des typhons. Les futures émissions de CO2 pour l'extraction de ce pétrole sont chiffrées à 34,3 millions de tonnes par an [4, 5].

Toutes ces dénonciations ont été documentées dans des rapports et le projet EACOP a même été condamnée par le parlement Européen le 15 septembre 2022 [6]. Le Crédit Agricole ne peut nier cette situation et doit prendre position.

A travers notre action commune nous appelons le Crédit Agricole à mériter sa couleur verte par ses actes en :

- dénonçant catégoriquement le projet EACOP en tant que premier actionnaire de TotalEnergies, en votant contre le plan climat irresponsable de l'entreprise pétrolière en mai prochain.
- conditionnant le soutien financier du Crédit Agricole à TotalEnergies à l'arrêt du projet EACOP, et à l'arrêt de tout nouveau projet pétrolier et gazier.
- garantissant à ses clients que leur argent ne financera pas la violation de droits humains, le dérèglement climatique et la menace d'environnements et d'écosystèmes.

[1] East Africa Crude Oil Pipeline, <https://eacop.com/>

[2] 10,1 % du capital de TotalEnergies au 31 décembre 2021, <https://totalenergies.com/fr/actionnaires/action-et-dividende/structure-actionnariat>

[3] <https://reporterre.net/L-Agence-internationale-de-l-energie-appelle-a-cesser-d-investir-dans-les-energies>
[4a] <https://www.amidelaterre.org/wp-content/uploads/2020/10/rapport-un-cauchemar-total-amidelaterre-survie.pdf>

[4] <https://survie.org/publications/brochures/article/projet-eacop-nouvelle-enquete-accablante-sur-les-pratiques-de-total-en-tanzanie>

[5] https://survie.org/IMG/pdf/rapport_at_survie_eacop_tz_09_2022.pdf

[6] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2022-0321_FR.pdf